

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Mensonges et lâchetés

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 31 janvier 2012

Démocratie & Socialisme

Nicolas Sarkozy, le dimanche 29 janvier a conclu son discours fleuve par les mots « vérité et courage ». Les termes de « mensonges et lâchetés » auraient beaucoup mieux convenu à l'exercice auquel il venait de se livrer.

Mensonges

Mensonge quand il annonce qu'il est là en tant que président et non pas en tant que candidat, tout en permettant au candidat d'imposer sa présence sur 8 chaînes de télévision.

Mensonge quand il affirme que l'Europe n'est plus au bord du gouffre alors que l'insolvabilité de la Grèce et du Portugal, fortifiée par les plans de rigueur à répétition qui leur ont été infligés, s'apprête à contaminer l'Italie et l'Espagne.

Mensonge quand il affirme qu'il n'est pour rien dans la crise actuelle alors que cette crise est le produit direct de l'austérité imposée aux pays européens par les dirigeants européens dont il est, avec Angela Merkel, l'un des deux chefs de file. Comment vendre les produits fabriqués en France en Espagne, en Italie, en Grèce, au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne, alors que dans tous ces pays, les plans d'austérité à répétition se traduisent par des baisses de salaires et l'envolée du chômage de masse ?

Mensonge quand il affirme que le salut est dans la compétitivité et que le modèle c'est l'Allemagne. La récession qui gagne toute l'Europe frappe également l'Allemagne dont l'excédent commercial provient à près de 85 % de ses échanges avec l'Union européenne.

Mensonge quand il affirme que l'augmentation de 1,6 point du taux de TVA qui passera de 19,6 % à 21,2 % permettra, en baissant de 13,6 milliards les cotisations familiales payées par les employeurs d'accroître la compétitivité des entreprises françaises à l'exportation.

Pourquoi ? Tout simplement parce que les employeurs augmenteront d'autant leurs prix même si Sarkozy ne « croit pas que les prix augmenteront. ». Il n'aurait pourtant qu'à se référer à une expérience pas si lointaine : la baisse de la TVA des restaurateurs qu'il a lui-même mise en place. A quelques rares exceptions près, les restaurateurs n'ont pas changé leurs prix, n'ont pas embauché et ont empoché la différence. Lui même, en 2007 ne repoussait-il pas l'idée d'augmenter la TVA en affirmant « elle aurait pour effet de réduire le pouvoir d'achat des Français » ?

Mensonge quand il affirme que la compétitivité de l'Allemagne vient d'un coût du travail inférieur au coût français. Pour l'INSEE, le prix du travail est un peu plus élevé en Allemagne qu'en France. Ce qui change, ce sont la qualité des produits due, en grande partie, aux sommes dépensées par le secteur privé pour la recherche et le développement qui sont, en Allemagne, le double de ce qu'elles sont en France.

Mensonge quand il essaie de nous faire croire que le « capital » sera lui-aussi mis à contribution par son 3ème plan de rigueur. Les 2 points d'augmentation de la CSG sur le patrimoine laisseront intacts les profits spéculatifs des sociétés mais frapperont les économies des salariés. Quand à la taxe financière, elle est dérisoire. Elle rapportera au mieux 1 milliard d'euros en année pleine, très loin de la taxe présentée le 14 septembre 2011, par le ministre français chargé de la Coopération au G20 Finances de Washington, qui devait rapporter entre 25 et 45 milliards d'euros.

Mensonge quand il présente l'apprentissage comme solution au chômage. Il s'agira avant tout d'offrir une main-d'oeuvre bon marché au patronat et de changer la place de quelques milliers de jeunes dans la file d'attente pour l'emploi.

Mensonge quand il affirme que construire 30 % de plus de logement pour un bien foncier permettra de baisser le prix des loyers. En quoi la possibilité d'ajouter un garage ou un étage à une maison particulière pourrait-elle bien faire baisser les loyers ? En quoi la possibilité de construire deux étages de plus à un immeuble influera-t-il sur le prix des loyers s'il ne s'agit pas de logements sociaux aux loyers encadrés ? Cela ne fera qu'augmenter le prix des terrains et les profits des promoteurs immobiliers. Il suffit de se référer à l'Espagne pour comprendre que construire des logements qui ne sont pas des logements sociaux conduit tout droit à l'impasse. Il y a aujourd'hui plus d'un million de logements inoccupés en Espagne alors que des millions d'Espagnols sans logement ou mal logés n'ont pas la possibilité de payer les loyers demandés par les promoteurs.

Mensonge, enfin, lorsqu'il affirme « J'ai le sens du ridicule ».

Le courage, en fait, c'est celui qu'il nous a fallu pour supporter, pendant 5 ans, son arrogance, ses coups contre nos salaires, nos emplois, nos retraites, notre environnement, nos conditions de travail et de vie.

Lâchetés

Lâcheté lorsque la prestation de Nicolas Sarkozy, le 29 janvier, est minutieusement agencée pour qu'il n'ait face à lui aucune opposition, aucune question embarrassante mais simplement des journalistes qui lui passent les plats. L'un d'entre eux, néolibéral convaincu, avait même été décoré de la Légion d'honneur par Sarkozy en personne, en 2004. François Hollande avait eu, lui, à répondre à une brochette de journalistes bien ancrés à droite et qui souriaient béatement ou frémissaient d'émoi quand Alain Juppé sonnait grossièrement sa charge contre le candidat du Parti socialiste.

Lâcheté lorsque Nicolas Sarkozy refuse d'assumer le clivage gauche-droite, alors même qu'il avoue, en baissant pudiquement les yeux, que son modèle est Margaret Thatcher. Margaret Thatcher, la « dame de fer » de la droite conservatrice anglaise qui, après avoir vaincu la grève des mineurs en utilisant les moyens de répression rodés en Irlande du Nord, avait interdit le droit de grève, bradé la presque totalité de l'industrie du Royaume-Uni et condamné au chômage et à la pauvreté plusieurs générations de Britanniques afin de laisser place nette pour la Finance, les banques et la City de Londres.

Lâcheté lorsqu'il affirme vouloir faire voter l'augmentation de la TVA en février mais ne la mettre en application qu'en octobre, de peur des effets de cette augmentation sur l'élection présidentielle.

Lâcheté quand il profite de la crise qu'il a lui-même suscitée pour prendre les salariés en otage, leur mettre un révolver sur la tempe et leur laisser le choix : « la bourse ou la vie » ou plutôt « ton salaire baisse ou tu te retrouves au chômage » au moyen des « accords compétitivité-emploi » qu'il veut nous infliger. Ce qui n'empêchera d'ailleurs pas le patronat d'imposer à la fois baisse des salaires et licenciements, comme ont eu à le subir les Conti (les salariés de Continental dans l'Oise) et ceux de bien d'autres entreprises.

Lâcheté quand il pioche sans l'avouer dans le programme de Hollande pour annoncer la création d'une banque de l'industrie.

Lâcheté lorsqu'il menace de pénaliser les collectivités locales qui assurent aujourd'hui la continuité du service public et les $\frac{3}{4}$ de l'investissement public sans lequel la récession que nous commençons à subir serait encore plus sévère.

Lâcheté quand il se refuse à tirer le moindre bilan de son quinquennat et ne nous dit pas un mot de ce qu'est devenu le « candidat du pouvoir d'achat » qui s'était présenté à l'élection de 2007. Aucun bilan de la mutation de celui qui affirmait « ensemble tout est possible » et qui n'a gouverné, du début à la fin de son quinquennat que pour les 1 % des Français les plus riches. Aucun bilan de l'action de ce Président qui annonçait qu'il fallait « travailler plus pour gagner plus » mais qui finit son quinquennat en voulant nous imposer de travailler moins pour gagner moins.

Lâcheté quand après avoir été au pouvoir pendant 10 ans (ministre de l'Intérieur, de l'Economie pendant 5 ans puis président de la République pendant 5 autres années), il se présente en challenger de François Hollande, fait comme s'il avait passé ces 10 années dans l'opposition et n'avait rien à voir avec l'augmentation de 30 points de la dette publique, les 4,7 millions de chômeurs (recensés), les 500 000 emplois industriels perdus.

Lâcheté lorsqu'il annonce que la fin des 35 heures et qu'il veut y mettre fin par des accords d'entreprise sans pour autant modifier la durée légale du travail pour que les employeurs (les véritables assistés de ce pays) puissent continuer à profiter des milliards d'exonérations sociales liées à la diminution du temps de travail.

Lâcheté lorsqu'il se réfugie derrière un soi-disant sommet social alors que ses décisions, notamment celle sur l'augmentation de la TVA, étaient déjà prises.

Lâcheté quand il veut nous faire croire que le changement c'est lui, alors qu'il est resté toujours le même, dur avec les plus vulnérables et à la botte de la Finance. Du bouclier fiscal à l'augmentation de la TVA, c'est la même politique : celle que nous rejetterons en avril et en mai prochain.

Jean-Jacques Chavigné